

tant, durant la campagne électorale, les néo-démocrates disaient: «Nous voulons vous représenter à Ottawa.»

M. Keyes: Faites attention, ces critiques pourraient se retourner contre vous. Combien manquait-il de députés de votre parti?

M. Friesen: Cela m'amène au vrai dilemme auquel tous les députés sont confrontés. Lorsque nous nous présentons aux élections, lorsque nous faisons notre campagne électorale, nous sommes tous confrontés au même dilemme. D'une manière ou d'une autre, nous disons à nos électeurs: «Je veux vous représenter à Ottawa.» Nous le disons quel que soit le parti auquel nous appartenons. Nous le disons avec la plus grande sincérité et nous voulons vraiment le faire. Nous voulons aller à Ottawa pour exprimer les besoins et les préoccupations de nos électeurs à la Chambre.

Par contre, je me souviens que, vers la fin de ma première campagne, un électeur d'un certain âge m'avait dit, parlant de tous les candidats: «Le problème c'est que, une fois que nous vous avons élus, nous ne vous revoyons plus jamais.» Au cours des années 1950 et 1960 et avant cela, c'était presque inévitable. Il fallait voyager en train. Le député qui était élu prenait le train de Vancouver à Ottawa, y passait trois mois, puis rentrait à Vancouver en train. La géographie de notre pays fait évidemment que, une fois élus, les députés ne retournent pas souvent dans leurs circonscriptions. C'est une des difficultés qu'ont les députés dans un pays aussi vaste que le Canada. C'est un dilemme auquel nous sommes tous confrontés. Cela n'a rien à voir avec notre appartenance politique. Ce n'est pas une question d'idéologie. C'est une question purement géographique.

Nous sommes donc pris dans ce dilemme. Nous voulons représenter nos électeurs à Ottawa et nous voulons aussi être avec eux dans notre circonscription.

Je tiens à dire à mes vis-à-vis que cette formule me tenait à coeur lorsque je siégeais dans l'opposition, car il est important pour nous de bien représenter nos électeurs à Ottawa. De même, il est essentiel que nous retournions dans nos circonscriptions pour savoir exactement ce que pensent nos électeurs.

Il est tout à fait vrai que plus on reste à Ottawa longtemps, moins on a une vision réaliste du monde. Ce n'est qu'en retournant dans nos circonscriptions et en passant un certain temps avec nos électeurs que nous entretenons une vision réaliste du Canada et de la vie. Plus nous restons dans cette ville sans prendre le temps de retourner chez nous, plus nous sommes certains d'avoir une vision irréaliste des questions de l'heure et de

Initiatives ministérielles

nos responsabilités. Ce n'est qu'en rencontrant nos électeurs que nous renouons le contact avec la réalité et que nous comprenons les problèmes qui se posent.

Lorsque je siégeais dans l'opposition, j'étais déjà en faveur de ce type de réforme. En outre, je pouvais m'apercevoir que les ministres siégeant sur les banquettes ministérielles avaient, sur le plan administratif, des responsabilités supplémentaires, que je n'avais pas à titre de député de l'arrière-ban. La gestion est un aspect très important des travaux du gouvernement.

Quel que soit le parti au pouvoir, il n'en demeure pas moins que les ministres sont confrontés aux mêmes problèmes. Un ministre doit être présent tous les jours lors de la période des questions et il doit prendre le temps de bien se préparer à cette période. Or, il s'inquiète également du bon fonctionnement de son ministère. Plus il passe de temps à répondre à des questions dans cette enceinte et à se préparer à la période des questions, plus il doit s'en remettre aux bureaucrates pour administrer le ministère et moins il a de temps pour se pencher sur les orientations données par les bureaucrates.

J'ai appris récemment qu'un ministre s'était fait faire le plus grand compliment qu'on puisse lui adresser lorsque ses fonctionnaires ont dit de lui qu'il était le meilleur sous-ministre qu'ils aient jamais eu. Ils voulaient dire par là qu'il connaissait tous les dossiers. Ce n'est cependant pas toujours possible. Il est difficile de diviser son temps entre la Chambre et les responsabilités qui vous incombent dans cette enceinte et de rendre des comptes, comme l'opposition le réclame à juste titre, sur l'administration et la gestion du ministère.

L'opposition affirme que le fait de réduire notre calendrier de travail à la Chambre va à l'encontre de la démocratie. Je pense que cela mérite d'être examiné plus en profondeur.

Tout d'abord, je prétends que la démocratie ne commence pas ici; la Chambre est certes une tribune importante, mais la démocratie commence par une campagne électorale, lorsque nous sommes élus. C'est en effet durant cette période que nous épousons la plate-forme électorale que nous défendrons, si les électeurs nous font confiance. Je l'ai dit à un certain nombre de reprises dans cette enceinte. C'est là une notion qui nous vient de la mère des Parlements, au Royaume-Uni. Les Britanniques considèrent que la plate-forme électorale, ce qu'ils appellent le manifeste du parti, est essentielle. Pour les campagnes électorales, ils disposent d'un manifeste du parti, qui est soigneusement structuré, et ils font connaître leur programme. Une fois élus, ils doivent rendre des comptes pour s'assurer que le programme législatif du